

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES ET DE
L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

JMG/AG

A R R E T E

N° **961064** du **20 JUIN 1996** portant
prescriptions complémentaires à la Société P.C.U.K.

- - - -

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU les arrêtés préfectoraux des 5 juillet 1955, 28 août 1956, 15 octobre 1958, 15 avril 1959, 23 mars 1961, 30 novembre 1961, 23 août 1961 et 2 août 1967 autorisant la Société Produits Chimiques Ugine Kuhlmann à exploiter ses activités à HUNINGUE et notamment à fabriquer du "lindane" ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

- VU** la déclaration de changement d'exploitant effectuée le 26 janvier 1972 par la Société de Produits Chimique UGINE KUHLMANN;
- VU** les rapports d'études réalisées par l'INERIS en date du 14 février 1995 montrant une pollution en hexachlorocyclohexane provenant des résidus de fabrication du lindane;
- VU** le rapport du **16 FEV. 1996** de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis du **21 MARS 1996** du Conseil départemental d'Hygiène ;

CONSIDERANT que l'existence de dépôts résiduels de déchets de lindane sur le site de l'ancienne usine de la Société des Produits Chimiques UGINE KUHLMANN à HUNINGUE, qui est actuellement occupé, en partie, par les installations de la Société de Traitement des Eaux Industrielles de HUNINGUE (STEIH), située avenue de Bâle à HUNINGUE et pour le reste, par un parking appartenant à SANDOZ, est susceptible de porter atteinte au sol et au sous-sol,

CONSIDERANT que la société PRODUITS CHIMIQUES UGINE KUHLMANN est la société productrice des déchets et doit être considérée comme responsable de la pollution,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de réduire l'impact de la pollution sur le sous-sol et de prescrire le suivi de la qualité des eaux souterraines;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre les mesures utiles pour assurer la sauvegarde des intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976;

SUR proposition de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

ARRETE

ARTICLE 1er

La Société P.C.U.K., Produits Chimiques UGINE KUHLMANN, dont le liquidateur est M. Lucien COURSON, et dont l'adresse du siège social est : Immeuble le Balzac, 10 place des Vosges - La Défense 5 - COURBEVOIE, Hauts de Seine - Cedex 68 - 92048 PARIS LA DEFENSE, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2

Dans un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, un rapport donnant les résultats de reconnaissance du dépôt de déchets de lindane situé à l'endroit du parking SANDOZ à HUNINGUE sera envoyé à l'inspection des installations classées. Ce rapport définira, la nature des travaux à effectuer (confinement ou élimination des résidus de fabrication du lindane) et l'échéancier de réalisation. En outre, il précisera les dispositions juridiques prises ou envisagées pour protéger le site traité contre toute agression extérieure.

ARTICLE 3

Après accord de l'inspection des installations classées, les travaux débiteront 6 mois après réception du rapport cité dans le précédent article.

ARTICLE 4

Un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines devra être proposé à l'inspection des installations classées pour avis dans un délai de un mois, à compter de la date notification du présent arrêté.

L'analyse déterminera les teneurs des différents isomères du HCH (hexachlorocyclohexane) et la teneur en HCH total, la teneur en chlorures, sulfates et composés azotés.

Un contrôle de la qualité des eaux souterraines sera effectué une fois par an. La première analyse sera effectuée au plus tard 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Les résultats seront envoyés dès réception à l'inspection des installations classées.

Les frais d'analyses seront à la charge de la Société P.C.U.K.

ARTICLE 5 :

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de HUNINGUE et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de HUNINGUE pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 20 JUIN 1996

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : J.C. EHRMANN



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif,
le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant,
il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.